

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON

Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton, tenue le 8 juillet 2014, à 20h00, à l'Hôtel de ville, située au 2627, rue Principale, à Sainte-Justine-de-Newton. Sont présents, sous la présidence de Madame la Mairesse Gisèle Fournier, les membres du conseil suivants : Denis Pouliot, Jacques Séguin, Yves Wilson, Karina Séguin, Pierre Dubé et Denis Ranger, tous formant quorum. Le directeur général et secrétaire-trésorier est aussi présent.

14-07-01 **Adoption de l'ordre du jour.**

Madame la Mairesse fait lecture de l'ordre du jour. Il est proposé par la conseillère Karina Séguin et résolu à l'unanimité des conseillers que l'ordre du jour soit adopté tel que présenté.

14-07-02 **Approbation du procès-verbal.**

Il est proposé par le conseiller Yves Wilson et résolu à l'unanimité des conseillers que le procès-verbal de la séance ordinaire du 10 juin 2014 soit approuvé tel que présenté.

**CERTIFICAT DE DISPONIBILITÉ DE CRÉDIT.**

Je soussigné, certifie par les présentes que la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton a les fonds nécessaires au paiement des dépenses décrites ci-dessous pour le mois de juin 2014 et approuvées par le conseil municipal.

---

Directeur général et secrétaire-trésorier

14-07-03 **Approbation des comptes payés et à payer**

Il est proposé par le conseiller Denis Ranger et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver et de payer les comptes fournisseurs et la paye des employés selon la liste 2014-07-08.

**Demandes ou questions de l'assistance :**

Messieurs Mathieu Lessard et Benoît Arsenault se plaignent des activités de Monsieur Daniel Cloutier qui opère un garage de débosselage et un cimetière automobile au 2706, rue Principale ainsi qu'un commerce de récupération de métal. Le conseil municipal répond aux plaignants qu'il va demander l'opinion de nos aviseurs légaux.

**Points d'information générale.**

Le directeur général et secrétaire-trésorier explique aux membres du Conseil et à l'assistance les points d'information reçus au cours du mois de juin 2014.

14-07-04 **Adoption du règlement numéro 314-4 modifiant le règlement de zonage numéro 314.**

ATTENDU QU'une copie du règlement numéro 314-4 modifiant le règlement de zonage numéro 314 a été remise aux membres du conseil au plus tard deux jours juridiques avant la présente séance;

ATTENDU QUE tous les membres du conseil présents déclarent l'avoir lu et renoncent à sa lecture;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Pierre Dubé et résolu à l'unanimité des conseillers :

QUE le conseil de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton adopte le règlement numéro 314-4

14-07-05 **Adoption du règlement numéro 336.**

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON

### **RÈGLEMENT NUMÉRO 336**

=====

RÈGLEMENT DÉCRÉTANT LES FRAIS D'ADMINISTRATION EXIGIBLES LORS D'INTERVENTION D'ENTRAIDE DU SERVICE DES INCENDIES DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON.

=====

ATTENDU QUE la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton a conclu, en 2010, une entente relative à l'établissement d'un plan d'entraide de secteur en matière d'incendie et d'intervention d'urgence avec les municipalités de Soulanges ;

ATTENDU QUE la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton désire fixer les frais d'administration à appliquer lors d'entraide incendie ;

ATTENDU QU'avis de motion du présent projet de règlement a été donné à la séance ordinaire du 10 juin 2014.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Jacques Séguin et résolu à l'unanimité des conseillers :

QUE le présent règlement soit adopté et qu'il soit statué par ce règlement comme suit :

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

#### **ARTICLE 1**

La municipalité de Sainte-Justine-de-Newton appliquera des frais de gestion et d'administration au taux de cinquante dollars par intervention et par période de 24 heures. Si l'intervention se prolonge au-delà de 24 heures, des frais additionnels de cinquante dollars, pour chaque tranche de 24 heures, seront appliqués. Ces frais seront ajoutés au montant des frais pour la main d'œuvre requis pour l'intervention.

#### **ARTICLE 2**

Le montant des frais de gestion et d'administration pourra, à l'avenir, être modifié par simple résolution du conseil municipal.

#### **ARTICLE 3**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

---

Mairesse

---

Directeur général et  
secrétaire-trésorier

14-07-06

**Adoption du règlement numéro 337.**

PROVINCE DE QUÉBEC  
MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON

**RÈGLEMENT NUMÉRO 337**

=====

RÈGLEMENT DÉTERMINANT LES CONDITIONS QUE DOIT RENCONTRER UNE SOCIÉTÉ PIPELINIÈRE DÉSIRANT INSTALLER OU EXPLOITER UN PIPELINE DANS LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE SAINTE-JUSTINE-DE-NEWTON AFIN QUE L'INSTALLATION EN CAUSE NE PORTE PAS ATTEINTE À LA QUALITÉ DE L'EAU, À L'ENVIRONNEMENT OU À LA SANTÉ ET AU BIEN-ÊTRE GÉNÉRAL DES RÉSIDENTS DE LA MUNICIPALITÉ.

=====

ATTENDU que la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton dispose, ainsi que l'indique l'article 2 de la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1), des pouvoirs lui permettant de répondre aux besoins divers et évolutifs des citoyens résidant sur son territoire.

ATTENDU que ladite loi, au quatrième paragraphe du premier alinéa de l'article 4 et à l'article 19, accorde à la municipalité des compétences en matière d'environnement.

ATTENDU que ladite loi au premier paragraphe du premier alinéa de l'article 6, accorde à la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton, dans le cadre de l'exercice de son pouvoir réglementaire, le pouvoir de régir une activité qui serait susceptible de compromettre la qualité de l'environnement sur son territoire.

ATTENDU que ladite loi, aux articles 55 et 59, octroie à la municipalité des compétences en matière de salubrité et de nuisances.

ATTENDU par ailleurs que les tribunaux québécois et canadiens ont validé les compétences étendues que possède une municipalité en matière de protection de l'environnement, de santé et de bien-être de sa population, eu égard à la nécessité d'une interprétation téléologique, libérale et bienveillante des articles pertinents de la loi habilitante et visant à favoriser l'exercice des compétences en matière environnementale et de santé publique, puisqu'elles servent l'intérêt collectif.

ATTENDU que la doctrine reconnaît aux municipalités une grande discrétion dans l'exercice de leurs pouvoirs dans la mesure où elles agissent dans le cadre de leurs compétences.

ATTENDU également que l'article 85 de la *Loi sur les compétences municipales* accorde aux municipalités locales le pouvoir d'adopter un règlement pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement et le bien-être général de leur population.

ATTENDU que la Cour suprême du Canada a considéré que cette disposition générale visant le bien-être général ajoute aux pouvoirs spécifiques déjà conférés aux municipalités locales « afin de relever rapidement les nouveaux défis auxquels font face les collectivités locales ».

ATTENDU également qu'en adoptant, en 2009, *la Loi affirmant le caractère collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection* (L.R.Q., c. C-6.2), le législateur a consacré le principe que « l'usage de l'eau est commun à tous et que chacun doit pouvoir accéder à une eau dont la qualité et la quantité permettent de satisfaire ses besoins essentiels ».

ATTENDU que l'article 3 de ladite loi prévoit que « la protection, la restauration, la mise en valeur et la gestion des ressources en eau sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable ».

ATTENDU que l'article 5 de ladite loi impose à toute personne « le devoir, dans les conditions définies par la loi, de prévenir ou, à défaut, de limiter les atteintes qu'elle est susceptible de causer aux ressources en eau et, ce faisant, de prendre part à leur protection ».

ATTENDU que l'article 92 de la *Loi sur la santé publique* (L.R.Q., c. S-2.2) impose à la municipalité l'obligation de collaborer avec les autorités compétentes afin de contrer toute menace à la santé de la population de son territoire.

ATTENDU que malgré la compétence fédérale sur certains pipelines, les lois provinciales et la réglementation qui en découle s'appliquent aux institutions et entreprises sous juridiction fédérale dans la mesure où aucun conflit opérationnel ne met en cause le déploiement ou l'exploitation desdites institutions et entreprises.

ATTENDU qu'un règlement municipal peut comporter plusieurs aspects et poursuivre plusieurs finalités.

ATTENDU qu'une municipalité peut imposer certaines conditions pour assurer l'intégrité des sources d'eau potable, et pour protéger l'air et le sol.

ATTENDU que les sources d'eau de la municipalité et les puits artésiens et de surface des résidents doivent être strictement protégées.

ATTENDU la nécessité d'appliquer le principe de précaution en matière de protection des sources d'eau et de respect de l'environnement.

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par le conseiller Denis Ranger et résolu à l'unanimité des conseillers que le présent règlement soit adopté sous le numéro 337 et qu'il soit décrété et statué ce qui suit, à savoir :

### **ARTICLE 1**

Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

Le conseil de la municipalité de Sainte-Justine-de-Newton décrète ce règlement dans son ensemble et également article par article, paragraphe par paragraphe, sous-paragraphe par sous-paragraphe et alinéa par alinéa, de manière à ce que si l'une de ses composantes était ou devait être déclarée nulle par un tribunal, les autres dispositions du présent règlement continueraient de s'appliquer.

### **ARTICLE 2**

Une société ou compagnie qui souhaite installer sur le domaine municipal un pipeline doit obtenir un permis municipal à cette fin.

### **ARTICLE 3**

La demande pour un tel permis est adressée à l'inspecteur municipal et doit être accompagnée des documents et effets suivants :

A. Un chèque certifié au montant de 250.00 dollars et libellé au nom de la

municipalité de Sainte-Justine-de-Newton aux fins d'analyse de la demande et de délivrance du permis.

- B. Une sûreté d'une valeur minimale de 10 millions de dollars pour assurer la remise des lieux en état, eu égard au fait que le demandeur de permis compte exercer une activité susceptible de compromettre la qualité de l'eau ou de porter atteinte à l'intégrité du domaine public.
- C. Un plan d'urgence adapté à la municipalité en vue de faire face à tout déversement de pétrole, fuite de gaz ou à tout incident en lien avec l'installation.
- D. Un engagement écrit de tenir, à ses frais et au moins deux (2) fois l'an, des séances de formation des premiers intervenants et pompiers de la municipalité, afin qu'ils soient en mesure de réagir adéquatement advenant un déversement, une fuite ou tout incident mettant en cause l'installation.
- E. Un engagement écrit d'informer sans délai les autorités municipales de tout déversement, fuite ou incident mettant en cause l'intégrité de l'installation ou susceptible de porter atteinte aux sources d'eau ou à la qualité de l'environnement dans la municipalité.
- F. Un engagement écrit de collaborer avec la municipalité pour mettre en place un mécanisme de surveillance local de l'installation et réaliser toute inspection dans les délais prévus par ledit mécanisme de surveillance.
- G. Un engagement écrit d'informer la municipalité de la nature des produits transportés dans ladite installation et de toute modification de la qualité ou de la quantité desdits produits.
- H. Un engagement écrit de pallier aux conséquences pouvant résulter d'un déversement, d'une fuite ou de tout incident et d'assurer, le cas échéant et à ses frais, l'approvisionnement en eau des résidents de la municipalité et la décontamination des sols de la municipalité.
- I. Un engagement écrit de fournir à la municipalité tout rapport d'enquête relatif à un déversement, à une fuite ou à tout incident qui survient sur son territoire et ce, dès qu'il est disponible.
- J. Un engagement écrit de rendre rapidement disponible les équipements nécessaires pour parer aux conséquences d'un déversement, d'une fuite ou d'un incident mettant en cause l'installation et survenant sur le territoire de la municipalité.
- K. Un engagement écrit d'assumer toute augmentation des frais de la couverture d'assurance découlant de la survenance d'un déversement, d'une fuite ou d'un autre incident lié à l'installation et survenant sur le territoire de la municipalité.

#### **ARTICLE 4**

Les informations et renseignements fournis doivent être fondés sur les meilleures données et la meilleure information dont le requérant du permis dispose à propos de l'installation et des produits transportés.

#### **ARTICLE 5**

La demande doit être accompagnée d'une déclaration du requérant attestant que les informations et renseignements qui y sont contenus sont complets et qu'ils ont été établis en conformité avec les règles de l'art applicables.

## **ARTICLE 6**

L'inspecteur municipal délivre le permis si le demandeur remplit les conditions prescrites par le présent règlement et verse les sommes qui y sont déterminées.

## **ARTICLE 7**

L'inspecteur doit rendre sa décision sur la demande de permis dans les meilleurs délais de façon à ne pas entraver le déploiement de l'installation ou son exploitation. Ce délai ne doit pas dépasser 30 jours. Si l'inspecteur ne rend pas sa décision dans ce délai, il est présumé avoir consenti à ladite demande de permis.

## **ARTICLE 8**

La décision de l'inspecteur doit être motivée. La société visée par cette décision en est informée par écrit.

## **ARTICLE 9**

Un permis délivré en vertu du présent règlement est incessible.

## **ARTICLE 10**

La municipalité respecte le caractère confidentiel des informations et renseignements contenus dans la demande de permis, sous réserve que des motifs d'intérêt public liés à la santé ou à la sécurité des personnes qui résident sur son territoire imposent la divulgation desdits informations et renseignements.

## **ARTICLE 11**

Toute demande d'accès aux informations et renseignements contenus dans la demande de permis est traitée en conformité des dispositions de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1).

## **ARTICLE 12**

Tout déversement de pétrole ou toute fuite de gaz qui survient sur le territoire de la municipalité et dans un périmètre de deux (2) kilomètres autour de l'installation en cause est présumé un déversement ou une fuite causé par l'installation, sous réserve d'une preuve prépondérante à l'effet contraire.

## **ARTICLE 13**

En cas de contravention au présent règlement, la municipalité fait rapport à l'Office national de l'énergie et lui demande de prendre toute mesure jugée appropriée dans les circonstances.

## **ARTICLE 14**

Dans le présent règlement les termes qui suivent ont la signification suivante :

- Municipalité : La municipalité de Sainte-Justine-de-Newton
- Pipeline ou installation : Canalisation servant ou destinée à servir au transport du pétrole, du gaz ou de tout autre produit, y compris les branchements, extensions, citernes, réservoirs, installations de stockage ou de chargement, pompes, rampes de chargement, compresseurs, systèmes de communication entre stations par téléphone, télégraphe ou radio, ainsi que les ouvrages, ou autres

immeubles ou meubles, ou biens réels ou personnels, connexes à l'exclusion des égouts ou canalisations de distribution d'eau servant ou destinés à servir uniquement aux besoins municipaux.

#### **ARTICLE 15**

L'inspecteur municipal est responsable de l'application du présent règlement.

#### **ARTICLE 16**

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la Loi.

---

Mairesse

---

Directeur général et  
secrétaire-trésorier

14-07-07

#### **Nomination d'officiers intérimaires.**

Il est proposé par le conseiller Denis Pouliot et résolu à l'unanimité des conseillers de nommer les pompiers Orphéo Bellini et Benoît Séguin lieutenants intérimaires.

14-07-08

#### **Formation autopompe.**

Il est proposé par le conseiller Denis Pouliot et résolu à l'unanimité des conseillers d'autoriser le directeur du service des incendies à inscrire les pompiers Daniel Beaudoin, Serge-Robert Lalonde et Benoît Séguin au cours d'opérateur d'autopompe qui se donnera à Rigaud en août prochain au coût de 670.00\$ par candidat.

14-07-09

#### **Engagement d'une bibliothécaire.**

Il est proposé par le conseiller Yves Wilson et résolu à l'unanimité des conseillers d'embaucher Madame Suzanne Trépanier comme bibliothécaire. Madame la Mairesse est autorisée, par la présente, à signer un contrat de travail avec Madame Trépanier.

14-07-10

#### **Approbation des travaux d'Hydro-Québec sur le 2<sup>e</sup> rang.**

Il est proposé par le conseiller Jacques Séguin et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver les travaux à être exécutés au 2175, 2<sup>e</sup> rang, par Hydro-Québec, le tout conformément à la demande d'intervention numéro 64843522.

14-07-11

#### **Approbation du chemin de détour proposé par le ministère des Transports du Québec en relation avec la reconstruction d'un ponceau sur la montée Latulippe.**

Il est proposé par le conseiller Pierre Dubé et résolu à l'unanimité des conseillers d'approuver le chemin de contournement proposé par le ministère des Transports du Québec lors de la réfection d'un ponceau sur la montée Latulippe, soit la montée Noire et le deuxième rang.

14-07-12

#### **Modification du taux au kilomètre pour le remboursement des frais de déplacement.**

Il est proposé par le conseiller Pierre Dubé et résolu à l'unanimité des conseillers de fixer à 0.48\$ le kilomètre le remboursement des frais de déplacement des employés et élus de la Municipalité.

14-07-13      **Embauche d'un employé de voirie.**

Il est proposé par le conseiller Denis Pouliot et résolu à l'unanimité des conseillers de faire paraître dans le bulletin d'information une offre d'emploi pour l'embauche d'un employé de voirie à temps partiel, soit de huit (8) à seize (16) heures par semaine, sans heure minimum garantie, au taux de 14.50\$ l'heure. Les candidats ont jusqu'à jeudi, le 17 juillet 2014, pour faire application. L'inspecteur municipal, Monsieur Michel Sauvé, est autorisé, par la présente résolution, à embaucher, à partir du 18 juillet 2014, le candidat de son choix, avec entérinement par résolution du conseil lors de la prochaine séance du 12 août 2014.

**Dépôt des indicateurs de gestion 2013.**

Le directeur général et secrétaire-trésorier dépose les indicateurs de gestion pour l'année 2013 conformément à la Loi.

**Période des questions de l'assistance.**

L'assistance pose des questions sur l'acquisition d'un camion citerne sur le règlement 414-4, sur les règlements 336 et 337.

14-07-14      **Levée de la séance.**

À vingt et une heures dix (21h10) l'ordre du jour étant épuisé, il est proposé par la conseillère Karina Séguin et résolu à l'unanimité des conseillers que la présente séance soit levée.

\_\_\_\_\_  
Mairesse

\_\_\_\_\_  
Directeur général et  
secrétaire-trésorier

Je, Gisèle Fournier, Mairesse, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

\_\_\_\_\_  
Mairesse